



# Le coût écologique et énergétique du capitalisme.



**La question de l'énergie est un enjeu crucial dans nos sociétés modernes. Depuis les débuts de l'industrialisation, au 19<sup>e</sup> siècle, l'exploitation intensive des énergies fossiles, véritable eldorado de la croissance, a entraîné un bouleversement profond du fonctionnement de l'économie mondiale. Nos modes de production ont radicalement changé, de même que les logiques marchandes, avec l'arrivée du capitalisme.**

Aujourd'hui, le moindre vêtement, la moindre céréale utilise des quantités non-négligeables d'énergie fossile, qui a bien trop longtemps été perçue comme une source inépuisable. Cette utilisation abondante a fourni une force de travail énorme. Rappelons que l'énergie mécanique produite avec un litre de pétrole, par le biais d'un simple moteur à explosion, équivaut à [une journée d'effort de 2 paysans du Moyen-Âge](#) par exemple !

De fait, il n'y a jamais eu autant de progrès technologique et social dans le monde. Nous n'avons jamais été aussi loin vers l'émancipation du travail pénible qu'aujourd'hui. Et même si une majorité de l'humanité demeure dans des professions difficiles, le nombre croissant de personnes sans emploi confirme le fait qu'on peut produire énormément (en tout cas assez pour répondre aux besoins de l'humanité) avec beaucoup moins de temps de travail qu'il y a 300 ans, et qu'il serait donc possible de fonctionner de répartir bien mieux le travail pour en diminuer la pénibilité.

Mais dès les années 50, des scientifiques ont mis en évidence que l'utilisation abusive des énergies fossiles était néfaste pour notre environnement et donc aussi pour nous-mêmes. Cet avertissement n'a cependant eu aucun impact significatif sur les capitalistes qui continuent à diriger l'économie en fonction de leurs profits, sans tenir aucunement compte des conséquences environnementales de l'utilisation des énergies fossiles. Difficile de se passer d'une poule aux œufs d'or.

## Capitalisme et climat : L'équation impossible

Notre mode énergétique actuel n'est pas viable. D'après le dernier rapport du GIEC de 2022, les émissions de gaz à effet de serre doivent **être réduites de 43% d'ici 2030** pour éviter une augmentation de température de plus de 1,5°C qui serait catastrophique. La production de CO<sup>2</sup> en 2018 était de 55,3 milliards de tonnes, il faudrait donc une **diminution d'environ 23,78 milliards de tonnes**. De nombreuses réponses peuvent être apportées à cet enjeu, et nous ne reviendrons pas ici sur la question des énergies alternatives aux énergies fossiles (qui jusqu'à présent ne se sont que superposées aux énergies fossiles), ou aux autres moyens qui peuvent être utilisés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Nous choisissons ici de prendre l'énergie comme un seul bloc, sans différencier les différentes sources d'énergie. Nous aimerions à la fois pointer la responsabilité énorme du capitalisme (et donc des capitalistes) dans le réchauffement climatique actuel, ainsi que montrer comment une sortie de celui-ci serait déjà un pas énorme vers une réduction des dépenses énergétiques.

Qui sont les capitalistes ?

Il existe beaucoup de définitions du mot capitaliste. Dans cette analyse, nous avons choisi de prendre celle qui permet d'éclairer les niveaux de responsabilité et de pouvoir des différents acteurs dans notre système économique. Car le fait de dire que n'importe quel indépendant, ou n'importe quel épargnant serait capitaliste, sous prétextes qu'ils « contribuent » au capitalisme. Mais le fait de contribuer ne suffit pas, sinon n'importe quel

paysan sous-payé du fin fond de la pampa « contribuerait » au capitalisme en revendant sa production à un gros distributeur, même s'il n'a pas le choix. Ceux que nous appelons « capitalistes » sont ceux dont les décisions influencent l'ensemble de l'économie car ils sont actionnaires de grandes banques ou de grosses entreprises, [ceux qui financent indirectement les médias à travers la publicité](#), ou [d'organiser des soirées luxueuses où sont inviter le gratin de monde politique et médiatique](#). Ce sont donc ces grands actionnaires, ces grandes familles qui, au niveau belge et au niveau international, ont une influence déterminante sur la politique et l'économie. Donc les décisions ont des conséquences immenses en termes climatiques et sociaux, et qui seront pourtant les derniers à en subir les conséquences tant ils ont les moyens de se mettre à l'abri.

## Énergie et consommation : le petit bout de la lorgnette

Quand on parle du climat et de l'énergie, l'élément qui est souvent mis en avant est le changement de consommation. Cette manière de considérer les choses a déjà été explorée de nombreuses fois, et on ne compte plus les conseils pour diminuer son empreinte carbone. La surconsommation est sans aucun doute un élément constitutif du capitalisme, mais le capitalisme ne peut certainement pas se résumer à cette seule question. Le problème de ne voir les choses que du point de vue de la consommation est de laisser croire qu'il serait possible de régler les problèmes climatiques en changeant simplement ses habitudes, sans rien changer au système en lui-même.

## La seule perspective écologique : changer le système

Et c'est donc tout le système capitaliste que nous allons à présent interroger, en montrant comment par son fonctionnement interne il gaspille une quantité d'énergie énorme uniquement pour survivre en tant que système. Car le système capitaliste est loin d'être une manière optimale de répondre aux besoins de la majorité. Les capitalistes cherchent avant tout à maximiser leurs profits, et ont un pouvoir énorme qui influence des milliards d'êtres humains. Ils peuvent par exemple décider d'investir dans des produits de luxe là où il faudrait absolument investir dans l'alimentation ou la santé, simplement parce que ça leur rapporte plus.

Mais si nous insistons sur le caractère néfaste du capitalisme, c'est bien parce que nous pensons qu'il existe une autre manière de faire tourner l'économie. L'économie sociale, qui vise à produire non pas pour le profit mais pour l'intérêt général, est une réalité pour des milliers d'entreprises dans le monde. Nous allons donc examiner plusieurs aspects de l'économie capitaliste, estimer l'impact qu'ils peuvent avoir sur la consommation d'énergie mondiale (et donc sur le climat), et jauger si ceux-ci existeraient encore si l'économie sociale devenait dominante.

### Avertissement 1 : n'ayez pas peur de la fin du capitalisme

Le constat peut paraître ambitieux dans un monde qui est dominé entièrement par l'économie capitaliste. L'idée même que celle-ci ne pourrait plus exister nous semble étrange. En quelque sorte, de la même manière que les égyptiens antiques étaient persuadés que leur pharaon descendait des dieux et durerait toujours, nous avons accepté dans nos esprits que le capitalisme faisait partie de la nature humaine et qu'on ne pourrait jamais s'en débarrasser. Nous en sommes au point où il est plus facile d'imaginer la fin du monde que celle du capitalisme. Mais se débarrasser du capitalisme aujourd'hui n'est pas une douce utopie. En fait c'est l'inverse qui est vrai ! Penser que l'on pourrait continuer à vivre sous le capitalisme malgré les ravages qu'il crée tant au niveau

climatique qu'au niveau humain est complètement utopique. Se débarrasser du capitalisme est la seule voie viable que nous pouvons envisager !

Avertissement 2 : ceci n'est pas un travail scientifique !

Pour réaliser les estimations suivantes, nous nous sommes appuyés sur des calculs approximatifs, à partir de quelques chiffres connus à partir duquel nous avons tenté d'extrapoler des chiffres plus généraux. Certains aspects n'ont même pas pu être mesurés et nous nous contentons d'un chiffre approximatif. Le monde de la recherche statistique ne s'est apparemment que très peu consacré à ces sujets, peut-être parce qu'ils considèrent comme impossible la fin du capitalisme. Les chiffres qui sont donnés ci-dessous ne prétendent donc aucunement à l'exhaustivité, mais sont plutôt une invitation à explorer un champ de recherche particulièrement pertinent pour faire face aux problèmes environnementaux et sociaux auxquels nous sommes confrontés.

#### a. Le gaspillage

Le capitalisme est un système économique qui fonctionne à l'envers. Dans la plupart des sociétés pré-capitalistes, paysans et artisans savaient à peu près combien il fallait produire pour répondre aux besoins de la communauté à laquelle ils appartenaient. Il était donc rare qu'il y ait plus de production que nécessaire. Le capitalisme, lui, produit d'abord, et répartit ensuite à travers le marché. Mais il a atteint une telle hausse de productivité qu'il peut se permettre de produire bien plus que nécessaire pour être sûr de conquérir de nouveaux marchés si ceux-ci se présentent. Dans de nombreux secteurs, le gaspillage est immense !

Une économie qui définirait collectivement les besoins, et organiserait la production selon ces besoins, pourrait donc optimiser largement sa production et réduire l'énergie nécessaire. Faisons quelques calculs.

Le **secteur alimentaire** représente [un tiers des émissions de CO<sup>2</sup> mondiales](#), soit environ 18,4 milliards de tonnes.

On estime que 20% de la nourriture mondiale est gaspillée chaque année par l'industrie agro-alimentaire et les ménages. Ce gaspillage immense pourrait être radicalement réduit, à condition d'une modification importante de notre manière de produire, mais sans qu'il y ait la moindre privation alimentaire. Par exemple en organisant les producteurs alimentaires au niveau mondial selon les besoins de la population (définis de manière démocratique) et non pour vendre un maximum. Du côté des consommateurs, un dense réseau de cantines de quartier pourrait permettre à chacun de manger à sa faim en évitant le gaspillage au maximum. Une proposition qui permettrait également de renforcer les liens, de choisir collectivement des plats moins polluants (moins de viande par exemple), et de se partager collectivement le temps de cuisine. En tout, organiser la production mondiale de nourriture d'un bout à l'autre de la chaîne autour des besoins collectifs, **réduirait potentiellement de 3,68 milliards de tonne** (6,7% des émissions de CO<sub>2</sub> mondiales).

Un autre secteur très polluant est celui du **textile**. Selon le parlement européen, le secteur textile représente 10% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. On estime que [30% des vêtements produits ne sont jamais vendus](#). Ici, une industrie adaptée aux besoins **diminuerait donc de 3%** les émissions de gaz à effet de serre, sans devoir rien changer dans notre consommation.

Pour le **secteur de la construction**, c'est plus compliqué. Le secteur représente également 11% des émissions. Mais le principal problème est que les promoteurs immobiliers préfèrent détruire et construire du neuf, voire

même laisser un logement à l'abandon, plutôt que de rénover, ce qui serait bien moins couteux en énergie et donc en CO2. Pour revenir sur le gaspillage que cela crée, nous avons identifié 12 pays qui ont le plus de maisons vides dans le monde. Avec seulement ces 12 pays, nous arrivons à 110 millions de logements vides.

<u>Country</u>	Total Homes	Vacant Homes	Vacant Homes (% of total homes)
Japan	62420000	8460100	13.6%
Cyprus	455410	56851	12.5%
Hungary	4455491	550113	12.3%
United States	139685000	15549000	11.1%
Brazil	71015000	7906767	11.1%
Finland	3076000	330	10.7%
Chile	6486533	695199	10.7%
Slovenia	852181	89728	10.5%
Australia	10562800	1039879	9.8%
Ireland	2003645	183312	9.1%
China	325000000	65000000	<u>21%</u>
India	108682	11090000	<u>8%</u>
Total	626120742	110621279	17,6677231

[La construction d'un nouveau logement produirait environ 850 kg de CO2](#) alors que [la rénovation ne coûte en moyenne que 125 kg de CO2 par bâtiment](#). Cela signifie que rénover ces 110 millions de logements vides plutôt que d'en construire de nouveaux permettrait potentiellement de sauver 79 milliards de tonnes de CO2 (sans compter les sommes permises par la rénovation). Sachant que rien que la Chine construit chaque année 7 millions d'appartements, on peut facilement estimer que, si le secteur de la construction réponds aux besoins réels plutôt qu'à la recherche de profit, on peut facilement **réduire de 5 milliards de tonnes (9% du total)** les émissions de CO2 par an.

Avec ces trois secteurs, sans rien changer à la consommation des individus, mais juste en combattant le gaspillage, nous réduirions donc déjà les émissions de gaz à effet de serre de **14,7%** !

#### b. L'obsolescence programmée

Dans le cadre du capitalisme, l'intérêt est de vendre le plus de produits possibles. Vendre des produits qui tiennent longtemps revient donc à se tirer une balle dans le pied, étant donné que cela signifie éloigner ses clients qui n'auront plus besoin de revenir chez vous avant longtemps. Exactement l'inverse d'une économie qui se baserait sur les besoins, où au contraire il serait bien plus avantageux de faire tenir les produits le plus longtemps possible pour optimiser l'utilisation d'énergie.

Estimer précisément les coûts de cette pratique est très difficile, d'autant que le secret des affaires permet aux constructeurs de ne dévoiler aucun détail des processus de construction, sous prétexte de compétition. C'est pourquoi nous nous baserons ici sur des calculs faits par le collectif *Halte à l'obsolescence programmée*, qui ont estimé que si l'on allongeait de 50% la durée d'utilisation des principaux produits manufacturés, il y aurait pour la France une [diminution de 77 millions de tonnes de CO2 par an](#). Si l'on extrapole ce chiffre proportionnellement au PIB de la France (3% du PIB mondial), cela fait un total de **2,57 milliards de tonnes CO2 (4,6% du total) qui pourraient être économisés** en produisant moins et de meilleure qualité.

#### c. La publicité

La publicité fait partie intégrante du système capitaliste. Les publicités sont surtout nécessaires pour la compétition des commerçants entre eux, qui cherchent à obtenir un maximum de parts de marché. Il ne s'agit pas là d'un jugement de valeur, mais d'une nécessité dans un monde capitaliste, où il y a trop de produits par rapport à la demande, et seuls ceux qui arrivent à les vendre survivront.

Un groupe de réflexion britannique a tenté de calculer l'impact en termes d'empreinte carbone de la publicité en Grande-Bretagne. Ils ont calculé combien coûtait la publicité dans chaque secteur, combien elle rapportait (donc qu'est-ce qu'elle avait créé comme achat non indispensable) et ils ont repris les chiffres d'émissions par £ qui sont habituellement donnés pour ce secteur ainsi que pour la publicité. [Ils sont arrivés au chiffre impressionnant de 186 millions de tonnes de gaz à effet de serre pour la Grande-Bretagne](#). Ce chiffre peut être extrapolé à l'échelle mondiale en proportion du PIB du pays (3,2% du PIB mondial). On peut donc estimer au niveau mondial le coût en CO2 de la publicité à **5,8 milliards de tonnes (10,4%)**.

#### d. L'armement

Selon certains, la guerre ferait partie de la nature humaine, et il leur est impossible d'imaginer une société sans guerre. Selon d'autres, comme Jean Jaurès, « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». En fait, la guerre est très profitable aux capitalistes. Que ce soit ceux qui vendent leurs armes, uniformes ou véhicules, ou ceux des pays vainqueurs qui peuvent piller les ressources des pays vaincus. Pourtant, il est évident que l'armement ne fait pas partie des besoins indispensables à la majorité de la population mondiale. Si c'était la majorité qui décidait collectivement de l'énergie à mettre dans ce domaine, il est probable qu'il serait considérablement réduit, voire supprimé, surtout quand on voit la nécessité pour l'ensemble de l'humanité de se serrer les coudes face au réchauffement climatique.

Comme ce secteur est très secret, publie peu de chiffres, il est difficile de savoir exactement combien il représente. [Des estimations le positionnent tout de même à 6% des émissions mondiales](#).

#### e. Le luxe

Le luxe n'est pas exclusif au capitalisme, mais l'a porté à des niveaux inimaginables. Jet privé, île artificielle, yacht, bateau de croisière, golf, voyage dans l'espace, tout cela a un coût écologique immense. Là aussi, c'est très

difficile de le mesurer. Le rapport Oxfam de 2021 sur ce sujet estime que les 1% [les plus riches sont responsables par leur comportement de 15% des émissions de gaz à effet de serre](#). Le milliardaire Bernard Arnault avait par exemple produit 176 tonnes de CO2 rien qu'en mai 2022 avec son jet, [l'équivalent de la totalité de la consommation d'un français moyen en 17 ans](#). Et encore c'était seulement avec quelques courts trajets... . Or cette consommation de luxe est loin d'être utile à la majorité de la population. Il est évident que si la production était décidée démocratiquement, par la majorité, on préférerait produire des hôpitaux et des écoles plutôt que des yachts et des voitures de sport.

Si ce chiffre de 15% est donc réduit seulement de moitié, cela **diminuerait de 7,5% les émissions mondiales de CO2**, sans n'affecter la consommation que des individus gagnants plus de 10.000€ par mois.

**Conclusion :**

Suppression du Gaspillage	14,7%
Suppression de l'Obsolescence programmée	4,6%
Suppression de la Pub	10,4%
Suppression de l'armement	6%
Suppression du luxe	7,5%
<b>Total</b>	<b>43,2%</b>

Même si ces chiffres sont évidemment imprécis et s'entrecroisent en partie, ils n'en sont pas moins très parlants. Avec ces quelques calculs approximatifs, on voit néanmoins le potentiel qui pourrait être atteint en sortant d'un système capitaliste. Cela signifierait ici un total de 43% des émissions sur lesquels nous pourrions jouer **sans même toucher à la consommation personnelle de la majorité**. Pourtant, la plupart des « experts » de l'écologie continuent à concentrer leur énergie à prôner des changements de consommation, et très peu parlent de la nécessité de changer radicalement notre système économique, qui est pour ainsi dire la racine du mal. Déjà en 1979, un collectif mettait en avant qu'il était possible de [partager le travail pour travailler deux heures par jour](#), pour réduire le gaspillage d'énergie humaine, mais que cela permettrait aussi de réduire les dépenses la pollution et notre consommation d'énergie.

Mais sortir du capitalisme, c'est facile à dire, mais peut-être moins facile à faire. La question qui vient tout de suite est : par quoi le remplacer ? Précisément, l'alternative existe déjà. Il y a déjà de nombreuses entreprises qui ne fonctionnent pas selon un mode capitaliste, qui ne mettent pas comme premier objectif la recherche de profit, mais qui cherchent avant tout à répondre aux besoins sociaux. Ces entreprises font partie de l'économie sociale, ce sont des coopératives énergétique, comme celles rassemblées par la coopérative Cociter ; ce sont les coopératives alimentaires, comme les producteurs de la Ceinture Alimentaire de Charleroi, ou les transformateurs de Cabas ; ce sont tout le réseau associatif d'insertion qui tente de proposer des emplois de qualité tout en répondant à des besoins alimentaires. Toutes ces entreprises fonctionnent et ont montré qu'elles

étaient capables de dépasser les travers de l'économie sociale, et qu'elles étaient plus résilientes aux crises, à condition de respecter un certain nombre de principes que nous défendons chez SAW-B. Le potentiel est là, l'ensemble de l'économie pourrait être organisé sur cette base.



Avec le soutien de

SAW-B



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

***Ce texte vous parle, nos idées vous interpellent ? C'est le but !***

Cette analyse s'inscrit dans notre démarche de réflexion et de proposition sur des questions qui regardent la société. Si vous voulez réagir ou en discuter avec nous au sein de votre groupe, de votre espace, de votre entreprise, prenons contact. Ensemble, faisons mouvement pour une alternative sociale et économique !

N'hésitez pas à nous contacter : [info@saw-b.be](mailto:info@saw-b.be) ou 071 53 28 30

*À la fois fédération d'associations et d'entreprises d'économie sociale, agence-conseil pour le développement d'entreprises sociales et organisme d'éducation permanente, SAW-B mobilise, interpelle, soutient, et innove pour susciter et accompagner le renouveau des pratiques économiques qu'incarne l'économie sociale. Au quotidien, nous apportons des réponses aux défis de notre époque.*

**Rédaction** : Marian de Foy

**Relecture** : Adrian Jehin, Quentin Mortier et Jean-François Hertz

**Illustration** : Yakana